

Le monde change : pourquoi pas notre système fiscal ?

Notre économie évolue rapidement: le numérique transforme nos façons de travailler et de consommer, les entreprises sont de plus en plus internationales, la population vieillit et le changement climatique impose de nouvelles priorités.

Face à ces transformations, notre système fiscal doit lui aussi évoluer. L'objectif est de mieux lutter contre la fraude, de répartir plus équitablement l'impôt et de garantir des recettes suffisantes pour financer les services publics.

1 La révolution numérique: mieux utiliser l'information

La numérisation donne aux administrations fiscales beaucoup plus d'informations qu'auparavant.

Elles peuvent aujourd'hui mieux connaître les revenus, le patrimoine, les dépenses ou encore les transactions financières des contribuables. Ces informations permettent de repérer plus facilement les personnes ou les entreprises qui ne déclarent pas correctement leurs revenus.

Les informations peuvent aussi être transmises automatiquement par des tiers. Par exemple, l'employeur transmet les informations sur les salaires, les banques peuvent transmettre certaines informations sur les revenus financiers

et les vendeurs collectent la TVA lors des achats.

Les nouvelles technologies peuvent donc rendre le contrôle fiscal plus efficace et réduire la fraude. On peut également utiliser les données cadastrales, les images satellites ou d'autres outils numériques pour améliorer la perception des impôts sur les biens immobiliers.

En résumé: puisque l'État dispose aujourd'hui de beaucoup plus d'informations, il est possible de repenser la manière dont nous calculons et collectons les impôts.

2 La mondialisation: taxer une économie qui dépasse les frontières

Les grandes entreprises travaillent aujourd'hui dans de nombreux pays. Elles peuvent donc déplacer leurs bénéfices vers les pays où les impôts sont les plus faibles.

Cela pose une question simple: comment un pays peut-il taxer efficacement une entreprise qui exerce son activité dans le monde

entier? Une réponse consiste à renforcer la coopération entre les pays. C'est notamment l'objectif de l'accord international soutenu par l'OCDE et le G20, qui prévoit un taux minimum d'imposition de 15 % pour certains grands groupes multinationaux.

La mondialisation pose également un autre problème: les grandes entreprises du numérique et de l'intelligence artificielle disposent parfois d'un pouvoir économique considérable. Leur poids peut rendre plus difficile une fiscalité qui demande davantage aux acteurs les plus puissants.

Pendant longtemps, l'idée était de taxer l'activité là où elle était produite: c'est le principe de l'origine. Mais, le travail, les capitaux et les investissements sont aujourd'hui très mobiles. Ils peuvent facilement se déplacer d'un pays à l'autre. Il devient donc intéressant de donner davantage d'importance au principe de destination: taxer davantage là où les biens et services sont consommés.

3 Une population qui vieillit

Dans de nombreux pays, la population vieillit et le nombre de travailleurs par rapport au nombre de retraités diminue. Cela pose un problème pour les finances publiques. Si une part de plus en plus importante de la population ne travaille plus, il devient plus difficile de financer les dépenses publiques principalement grâce aux revenus du travail. Le capital et le patrimoine, qui sont souvent davantage détenus par les personnes plus âgées, peuvent jouer un rôle plus important. La consommation peut également constituer une source de recettes relativement stable dans une société vieillissante.

